

*Société des paris sportifs*

A ce moment-là, j'aimerais demander au député: Comment peut-il concilier sa grande pureté morale et le fait que son propre gouvernement va encaisser, au cours des prochaines années, un montant d'au-delà de 36 millions de dollars provenant de fonds de loteries provinciales? Si c'est moralement mauvais de ne pas toucher aux loteries comme gouvernement canadien, est-ce que lui a la conscience assez tortueuse pour dire: Si l'argent est collecté par d'autres, là ma conscience est tranquille? Je voudrais qu'il me réponde à cela.

[Traduction]

**M. Friesen:** Monsieur le Président, je renvoie d'abord le député au hansard du 13 mars 1984, où il pourra constater que j'ai tenu alors les mêmes propos qu'aujourd'hui alors que nous formons le gouvernement. Je n'ai absolument pas changé d'avis depuis l'époque où nous siégeons dans l'opposition. Si j'ai pu intervenir sans tarder dans le débat sur ce projet de loi c'est justement parce que je ne fais que répéter ce que j'ai toujours affirmé.

Mais je prends la question du député au sérieux. Je voudrais bien que soient supprimées toutes les loteries provinciales. Je me passerais avec plaisir de ces revenus, car nous aurions beaucoup à gagner en suscitant au Canada un esprit d'entreprise fondé sur le travail, l'épargne, l'effort, l'expression de soi et la créativité. Cela nous rapporterait beaucoup plus que les 36 millions de dollars que nous procure la vente des billets de loterie.

[Français]

**M. Lapierre:** Monsieur le Président, en parlant de créativité et d'imagination, l'honorable député nous a parlé du Sports Pool et il a oublié de nous parler du but pour lequel le Sports Pool avait été établi, dont le financement des Olympiques de Calgary. Et là, avec toute son imagination et sa créativité, j'aimerais qu'il me dise comment il a l'intention de financer l'engagement des 200 millions de dollars.

[Traduction]

**M. Friesen:** Monsieur le Président, je voudrais que le député m'explique comment l'ancien gouvernement pouvait, d'une part, promouvoir une activité aussi saine que les Jeux olympiques et, d'autre part, la financer au moyen d'une activité aussi malsaine que les jeux d'argent.

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, je voudrais simplement faire quelques observations au sujet du projet de loi à l'étude. C'est toujours un plaisir que de se lancer dans des débats théologiques avec le député de Surrey-White Rock-Delta-Nord (M. Friesen). De toute évidence, on trouve de fortes doses de puritanisme chez les Canadiens de gauche et de droite, mais il se présente différemment. Je voudrais signaler quelques-unes de ces différences.

Permettez-moi de dire, monsieur le Président, que j'appuie le projet de loi et suis d'accord avec ceux qui ont déjà affirmé que le gouvernement doit renoncer aux loteries. Je voudrais maintenant expliquer ma position, car je crois que mes raisons diffèrent de celles du député de Surrey-White Rock-Delta-Nord.

J'ai écouté avec intérêt le député analyser comment le jeu sape certaines valeurs et comment la possibilité de s'enrichir

soudainement peut avoir des répercussions sur la vie personnelle. Je ne fais aucune distinction marquée entre les conséquences néfastes du jeu et celles de l'éthique, du marché, de la bourse ou du marché à terme ou encore celles des principes que préconise le parti du député en incitant les Canadiens à faire de la richesse acquise sur la place du marché un objectif louable pour tous. De fait, l'idéal poursuivi, dans le régime de la libre entreprise, est de faire fortune. Tel est le moteur du régime économique que les membres de son parti vantent depuis des années.

Je ferai remarquer au député qu'il devrait y réfléchir sérieusement et se demander si sa main gauche sait bien ce que fait sa main droite et s'il ne se trouve pas dans une position à peu près intenable, car, d'une part, il déplore l'effritement de certaines valeurs tandis que, d'autre part, il appartient à un parti politique qui, en fait, ne demande pas mieux que de les voir s'effriter.

Le député parle de la dévalorisation du travail. Je note avec intérêt que nous sommes enfermés ici dans une théologie du mérite qui ne fait aucune place à la grâce. Une théologie de la grâce permettrait de racheter la richesse acquise subitement à la loterie, condamnée depuis de si nombreuses années. Mais assez plaisanté.

J'ai remarqué que le député s'inquiétait de l'abandon de certaines valeurs. Pourquoi n'entendons-nous pas les députés conservateurs critiquer l'effritement des valeurs dont nous sommes témoins jour après jour sur nos petits écrans, effritement imputable à ce qu'on appelle par euphémisme la commercialisation? La publicité se sert d'images aguichantes et de toutes sortes d'autres moyens pour vendre des produits. Vendre, c'est ce qui préoccupe le parti progressiste conservateur depuis des années. Ses membres glorifient les techniques de commercialisation, de vente, tous les efforts qu'on peut déployer pour inventer un meilleur fil à couper le beurre afin que le monde entier vienne frapper à notre porte. Voilà les valeurs que ce parti colporte.

**M. le vice-président:** Je dois dire au député que le temps alloué pour les questions et les observations est maintenant terminé.

**M. Blaikie:** Monsieur le Président, je m'excuse, mais je parlais du projet de loi. C'est ce que j'ai dit lorsque je me suis levé.

**M. le vice-président:** Je croyais que le député avait commencé en disant que c'était une observation.

**M. Blaikie:** Monsieur le Président, j'ai déclaré que mes observations portaient sur le projet de loi. Si vous désirez vérifier le hansard, vous constaterez que c'est ce que j'ai dit.

**M. le vice-président:** Je donne la parole au ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur (M. Jelinek).

**M. Blaikie:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'attribuerais ce jugement à l'inexpérience de la présidence. Lorsque je me suis levé, j'ai déclaré que j'allais parler du projet de loi. J'estime que j'ai toujours la parole. Je pense que si vous demandez l'opinion des députés, monsieur le Président, vous constaterez qu'il en est bien ainsi.